



Conseil économique et social

Distr. générale
4 janvier 2019
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Réunion des Parties à la Convention sur
l'évaluation de l'impact sur l'environnement
dans un contexte transfrontière

Réunion des Parties à la Convention sur
l'évaluation de l'impact sur l'environnement
dans un contexte transfrontière agissant
comme réunion des Parties au Protocole relatif
à l'évaluation stratégique environnementale

Comité d'application

Quarante-quatrième session

Genève, 12-15 mars 2019

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour

Ordre du jour provisoire annoté de la quarante-quatrième session

**Qui s'ouvrira au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 12 mars 2019, à 10 heures***

I. Ordre du jour provisoire

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Examen des projets de décision devant être adoptés par les Réunions des Parties.

* Des procédures d'accréditation s'appliquent à tous les représentants qui participent à des réunions au Palais des Nations. Les membres du Comité et les observateurs sont donc priés de s'inscrire en ligne au moins deux semaines avant le début de la réunion, c'est-à-dire au plus tard le **26 février 2019**, à l'adresse suivante : https://uncdb.unece.org/app/ext/meeting-registration?id=_OJmBm (il est recommandé d'utiliser le navigateur Internet Explorer). En cas de difficulté, on pourra se reporter au manuel de l'utilisateur (<https://www2.unece.org/wiki/display/OMR/Online+Meeting+Registration+Guidelines>) ou contacter le secrétariat par courriel (eia.conv@unece.org et elizabeth.james@un.org). Avant de se rendre à la réunion, les représentants devront obtenir un badge auprès du Groupe des cartes d'identité de la Section de la sécurité et de la sûreté de l'Office des Nations Unies à Genève, au portail de Pregny, 14, avenue de la Paix (voir le plan et d'autres informations pratiques sur le site Web de la Commission économique pour l'Europe à l'adresse suivante : <http://www.unece.org/meetings/practical.html>). En cas de difficulté, téléphoner au secrétariat de la Convention au numéro suivant : +41 22 917 6307.



3. Suivi des projets de décision IS/1 et IS/1a-h.
4. Communications.
5. Collecte d'informations.
6. Examen de l'application.
7. Questions diverses.
8. Présentation des principales décisions prises et clôture de la session.

II. Annotations

1. Adoption de l'ordre du jour

1. L'ordre du jour provisoire a été établi par le secrétariat de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (Convention d'Espoo) et de son Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale, en accord avec le Président du Comité d'application, conformément à l'article 9 du Règlement intérieur du Comité¹. Le Comité d'application de la Convention et du Protocole sera invité à adopter son ordre du jour.

2. Examen des projets de décision devant être adoptés par les Réunions des Parties

2. Le Comité examinera les projets de décision que la Réunion des Parties à la Convention est censée adopter à sa session intermédiaire (Genève, 5-7 février 2019). Il examinera en particulier les projets de décision relatifs à l'examen du respect des dispositions de la Convention, notamment le projet de décision IS/1 sur les questions générales relatives au respect des dispositions et les projets de décision IS/1a-h sur les questions relatives au respect des dispositions propres à des pays. Il pourrait également examiner le projet de décision IS/2 concernant l'application de la Convention s'agissant de la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires. Ces décisions seront publiées dans le rapport de la session (ECE/MP.EIA/27-ECE/MP.EIA/SEA/11 (à paraître)). Il est prévu que le Comité planifie ses travaux en conséquence et confie des tâches à ses membres.

3. Suivi des projets de décision IS/1 et IS/1a-h

3. Conformément à l'article 17 du règlement intérieur, ce point ne sera pas examiné en présence d'observateurs à moins que le Comité n'en décide autrement.
4. Le Comité est censé assurer un suivi des projets de décision IS/1 et IS/1a-h en ce qui concerne les mesures à prendre par chaque Partie, y compris en demandant éventuellement aux Parties de lui présenter des rapports.
5. Comme suite aux délibérations de sa quarante et unième session (Genève, 13-16 mars 2018) sur la suite donnée par l'Azerbaïdjan à la décision VI/2 (par. 38 à 44) et dans le cadre de son suivi du projet de décision IS/1c, le Comité souhaitera peut-être envisager

¹ La Réunion des Parties à la Convention a adopté le Règlement intérieur du Comité par la décision IV/2 (voir le document ECE/MP.EIA/10), et l'a modifié par les décisions V/4 (voir le document ECE/MP.EIA/15) et VI/2 (voir l'annexe II du document ECE/MP.EIA/20/Add.1-ECE/MP.EIA/SEA/4/Add.1). Une version récapitulative peut être consultée sur la page Web du Comité (http://www.unece.org/env/eia/implementation/implementation_committee.html), à la rubrique « Structure and functions of the Implementation Committee, and procedures for review of compliance and consolidated operating rules ».

d'inviter l'Azerbaïdjan à une audition concernant sa législation nationale, qui aurait lieu au cours d'une des prochaines sessions du Comité².

4. Communications

6. Conformément à l'article 17 du règlement intérieur, ce point ne sera pas examiné en présence d'observateurs à moins que le Comité n'en décide autrement.

7. Le Comité examinera les communications reçues des Parties depuis sa précédente session.

5. Collecte d'informations

8. Ce point ne sera pas examiné en présence d'observateurs, exception faite de ceux que le Comité aura invités à participer, le cas échéant.

a) Questions relatives à la Convention

9. Le Comité poursuivra l'examen de ses dossiers de collecte d'informations concernant le respect des dispositions de la Convention par :

a) Le Bélarus, s'agissant de la loi récemment adoptée sur l'expertise écologique d'État, l'évaluation stratégique environnementale et l'étude d'impact sur l'environnement ;

b) La Bosnie-et-Herzégovine, s'agissant des activités prévues aux centrales thermiques de Banovici, Stanari, Tuzla et Ugljevik ;

c) La Serbie, s'agissant de l'extension de la mine de lignite de Drmno ;

d) L'Espagne, s'agissant du projet de construction d'installations temporaires de stockage de déchets radioactifs à la centrale nucléaire d'Almaraz ;

e) La Suisse, s'agissant des changements prévus à l'aéroport de Zurich ; et

f) L'Ukraine, s'agissant du projet de construction des réacteurs nucléaires 3 et 4 de la centrale nucléaire de Khmelnytsky et du projet de construction d'un complexe touristique à Svydovets.

10. Compte tenu de la décision attendue de la session intermédiaire de la Réunion des Parties à la Convention de charger un groupe de travail spécial de continuer à élaborer d'ici à 2020 des lignes directrices sur l'applicabilité de la Convention à la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires, le Comité souhaitera peut-être examiner les moyens de soutenir ces travaux.

11. Comme suite aux délibérations de sa quarante-troisième session (Genève, 4-7 décembre 2018), le Comité poursuivra l'examen de ses dossiers de collecte d'informations relatifs à la prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Borssele (Pays-Bas), des centrales nucléaires de Doel et de Tihange (Belgique), de la centrale nucléaire de Dukovany (Tchéquie), de la centrale nucléaire de Kozloduy (Bulgarie) et des centrales nucléaires de Rivne, d'Ukraine-Sud, de Zaporijia et de Khelmnitsky (Ukraine).

b) Questions relatives au Protocole

12. Le Comité poursuivra ses délibérations sur le respect des dispositions du Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale par :

a) La Serbie, s'agissant de la stratégie gouvernementale en matière d'énergie et de son programme de mise en œuvre, ainsi que du plan d'aménagement du territoire connexe ;

² Voir ECE/MP.EIA/IC/2018/2, par. 16.

b) L'Ukraine, s'agissant de son programme de développement de l'hydroélectricité pour la période allant jusqu'en 2026.

6. Examen de l'application

13. S'il en a le temps, le Comité devrait reprendre l'examen des questions générales et spécifiques relatives au respect des dispositions soulevées au cours du cinquième examen de l'application de la Convention (ECE/MP.EIA/25) et du deuxième examen de l'application du Protocole (ECE/MP.EIA/SEA/9), sur la base des propositions établies par les rapporteurs avant la session.

14. Le Comité devrait également poursuivre l'examen de la question du respect des dispositions du Protocole par l'Union européenne, soulevée au cours du premier examen de l'application du Protocole (ECE/MP.EIA/SEA/2014/3).

7. Questions diverses

15. Les membres du Comité qui souhaitent soulever d'autres questions devraient contacter le secrétariat dès que possible.

8. Présentation des principales décisions adoptées et clôture de la session

16. Le Comité devrait approuver les principales décisions prises au cours de la session et confirmer la date et le lieu de sa prochaine session avant que le Président ne prononce officiellement la clôture de la session.
